

## ***Au-delà de la transition*** **Comment concrétiser un Tchad Social ?**

*Extrait d'une analyse de 72 pages, publiée en septembre 2021.*

### **Ahmat YACOUB**

Doctorat en Sociologie

Président du Centre d'études pour le développement

et la prévention de l'extrémisme - CEDPE

Ancien Conseiller chargé de missions auprès du Médiateur de la République du Tchad

Membre de l'Association internationale des sociologues de la langue française (AISF)

Auteur de plusieurs ouvrages dont « *la gestion des conflits à travers la médiation* »

Tel 65031560 - [yacoubahmat@aol.com](mailto:yacoubahmat@aol.com) - [www.centre recherche.com](http://www.centre recherche.com)

(...)

### **La prise du pouvoir par l'effusion de sang**

Le Tchad qui a obtenu son indépendance en 1960 a connu sept chefs d'État en soixante ans. La prise du pouvoir a été marquée par l'effusion de sang qui a eu un impact négatif sur le développement. Durant toute cette époque, les différents régimes ont priorisé l'option militaire pour faire face aux conflits qu'ils animent quelquefois sciemment ou naïvement.

Arrivé au pouvoir en décembre 1990, à l'âge de 38 ans, après avoir renversé le régime de Hissène Habré, qualifié de dictatorial, Idriss Déby a hérité d'un État sous les décombres. Il était le seul de tous ses prédécesseurs à avoir eu toutes les opportunités de faire de ce pays le havre de la paix, car il est arrivé à un moment où le peuple était meurtri par trois décennies de conflits fratricides avec des ingérences externes (Libye, Soudan, etc.). Las d'interminables guerres, ce peuple à la recherche d'un messie pour le libérer, il lui prêta allégeance. Il aurait fallu au nouveau messie de réformer voire de renforcer les institutions judiciaires et instaurer une réelle démocratie.

Personne ne se doutait que le défunt était un homme plein d'intelligence et de talent qu'il aurait pu exploiter dans la construction et la consolidation de la paix. Malheureusement, le résultat de trois décennies de règne n'était pas à la hauteur des attentes du peuple tchadien. (...)

Enfin, même si les trois décennies ont été marquées par des moments douloureux comme les guerres et leurs conséquences, les atrocités, le pillage des ressources, la multiplication des cantons, la recrudescence des conflits communautaires, il faut reconnaître que des moments heureux, il y en a eu. On peut citer trois importants événements historiques dont on est en droit de se demander, sans lesquels, quel serait aujourd'hui le paysage politico-économique du Tchad ? Il s'agit du renversement du régime dictatorial de Hissène Habré en 1990, de l'avènement du pétrole en 2003 et enfin de la défaite des terroristes de Boko Haram sur le sol national. On peut compter ces événements historiques au nombre de l'actif du défunt Maréchal (...)

**Question : *Quels sont les grands défis susceptibles d'être affrontés par les nouvelles autorités ?***

À mon avis, la situation est tellement grave que toute nouvelle autorité - y compris celle qui vient après la transition - doit prendre en compte les priorités suivantes :

1. L'unité ;
  2. La lutte contre le terrorisme ;
  3. Le dialogue inclusif ;
  4. La réponse aux attentes de la population.
- (...)

**Question : Depuis la disparition du Maréchal Idriss Déby, s'il y a un mot qui est revenu le plus souvent dans la bouche, c'est bien le Dialogue. Mais de quel dialogue s'agit-il ?**

En réalité, tout au long de son règne, le défunt, en fin stratège, n'a pas manqué d'exploiter la tactique du dialogue pour diviser l'opposition et assoir son pouvoir. À part une minorité, tous ceux qui ont cru au fameux slogan « la politique de la main tendue » se sont très vite rendus compte de cette ruse qui n'a fait que perdurer les conflits armés durant les trois dernières décennies. Il faut dire que le défunt n'a pas réussi à se débarrasser d'un héritage conflictuel qu'il a manié avec finesse pour le rendre au service d'une politique rusée. (...) Force est de rappeler que depuis son indépendance, le Tchad n'a connu que la guerre à tel point que le pays est réputé sur la scène internationale par ses soldats guerriers sollicités dans des interventions militaires en dehors de son sol comme d'ailleurs l'atteste la présence militaire dans le triangle de la mort du G5S. Sans rentrer dans les détails d'une série de conflits meurtriers – de 1963 à 2021 - ayant endeuillé le pays, le dialogue dont on cherche doit être différent de ce que prônait le président défunt et qui n'a fait qu'enfoncer le pays dans des interminables conflits militaires. Mais quel type de dialogue cherche-t-on ? Qui dit dialogue dit présence de conflit(s) et il sera tout sage de dénicher tout d'abord les causes de ces interminables conflits. Il faut revenir sur les mécanismes de gestion de conflits, un éventail envisagé par la société depuis la nuit des temps et qui reposent sur trois méthodes :

- **La violence. Elle consiste** à obtenir ou arracher ce que l'on veut par la force, jusqu'à violer, s'il le faut, les droits fondamentaux de la personne.
- **La justice. Cette option** que la société a envisagée pour résoudre des conflits est un mécanisme de protection juridictionnelle des droits fondamentaux.
- **La solution à l'amiable. La troisième option** de résolution des conflits est une panoplie de mécanismes qui se base sur la protection non juridictionnelle des droits fondamentaux. Elle se fait à l'amiable par la voie de dialogue, négociation, arbitrage, conciliation, médiation ; des pratiques qui se ressemblent mais qui présentent cependant des différences notoires. Cette option de mécanisme de gestion de conflit exige dans la plupart des cas la présence d'un tiers qui se saisit du dossier dans le but de jouer un rôle de bons offices, de rapprocher les points de vue des parties en conflit afin de trouver un terrain d'entente. Ce tiers peut être un arbitre, un négociateur, un médiateur, un conciliateur. Et je crois que nous nous trouvons dans cette option mais malheureusement sans la présence d'une structure adéquate.

**Question : N'est-ce pas la création d'un ministère de la réconciliation correspond à cette dernière option ?**

Réponse : La création d'un ministère de réconciliation est une initiative salutaire surtout que c'est une personnalité compétente à qui ce poste est confié mais force est de reconnaître que l'institution reste toujours partie prenante associée au gouvernement en place. On aurait souhaité aussi la création rapide d'une institution de médiation « indépendante » dirigée par

un professionnel, à l'instar du Niger où il existe une médiation avec une appellation différente : *la Haute autorité à la paix et la stabilité*<sup>1</sup> (HAPS) et qui réalise un travail exceptionnel.

**Question : Faut-il revenir à la Médiature pour entamer le dialogue et la réconciliation ?**

Réponse : Peu importe le nom. Je sais que ce nom crée une allergie chez ceux qui ont tout fait pour sa suppression. A notre avis, il faut avoir une vision au-delà de la transition, car le dialogue doit être une stratégie politico-sociale dans toute l'histoire d'un pays. Une institution de Gestion des conflits forte et indépendante devient un dispositif additionnel nécessaire à ceux mis en place pour assurer le dialogue, la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance. Dans ce monde moderne, la médiation est devenue, comme le disait Daniela Gaddi, « *l'un des instruments les plus innovants et les plus prestigieux de l'intervention sociale (...) qui cherchent à instaurer une meilleure cohabitation entre les individus et les groupes, à mettre en place des comportements civiques, à encourager le dialogue et l'intégration et à assainir le tissu social* ».

**Question : le Tchad veut s'inspirer de l'expérience Malienne et soudanaise pour faire la paix. N'est-ce pas un instrument additif ?**

Réponse : S'inspirer peut-être de leur instabilité ? cela fait rire quand j'apprends cela car en matière de dialogue et de réconciliation, le Tchad a une expérience assez riche. C'est le premier pays où les trois religions sont unies pour créer la journée de la prière et de la paix. S'inspirer peut-être de l'expérience marocaine, algérienne ou colombienne. En Colombie, « *l'État a montré sa volonté d'encadrer pacifiquement le règlement des conflits locaux par la création d'une Casa de la Justicia*<sup>2</sup> (une maison de justice) », chargée de gérer les conflits communautaires en s'appuyant sur la conciliation et le dialogue. Elle « *abrite 90 représentants de la société civile, formés à la résolution pacifique des conflits et à l'éducation à la paix (Escuela de conciliadores en equidad)*; le Maroc a réussi à dissuader sa jeunesse de rejoindre les groupes extrémistes en lançant une stratégie de formation professionnelle en masse et à ce jour, plus de deux millions de jeunes formés et relogés.

**Question : il semble que vous êtes sceptique au dialogue ?**

Réponse : Libérons la réflexion terminologique. Oui pour un dialogue inclusif mais il faut éviter que cela ne se transforme pas en une assemblée exclusive de genre classique qui ne sert qu'à *la prolifération de gourous politiques incontrôlables dont le seul objectif est de se partager le gâteau. Ce vieux concept de dialogue inclusif laisse planer le doute sur les intentions des hommes politiques capables de tout pour désorienter la trajectoire de sa seule cible populaire qui est la recherche d'une réconciliation nationale réelle à travers un processus de dialogue profond. C'est pourquoi, au lieu de dépenser de l'argent et perdre du temps dans des rencontres improductives au nom d'un dialogue bidon, il est plutôt préférable de renforcer les capacités des institutions pour mener à bien des discussions cas par cas avec toutes les entités en conflit avec les institutions de l'Etat. Le renforcement de la capacité opérationnelle de ces institutions permettra de prendre contact avec toutes les parties, d'écouter avec respect et une attention particulière les doléances et les propositions pour arriver à de solutions satisfaisantes dans l'intérêt de la stabilité du pays.*

---

<sup>1</sup> Sont utilisées des différentes terminologies pour désigner la médiation institutionnelle : Médiateur de la République, Défenseur des droits, Ombudsman, OmbudsmanMédiateur, Ombusperson, Défenseur du Peuple, Avocat du peuple, Protecteur du citoyen, ou encore *médiatologue et médiatologie*.

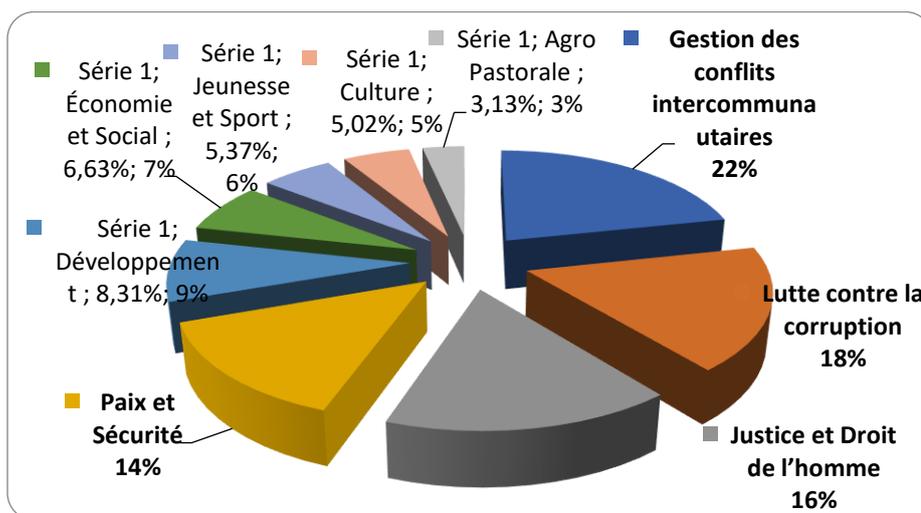
<sup>2</sup> [http://www.irenees.net/bdf\\_fiche-analyse-867\\_fr.html](http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-867_fr.html).

*Le moment est donc venu de saisir cette opportunité d'ouverture vers un dialogue profond que tout le monde exige, et d'éviter de jouer à la ruse en tentant de tailler des institutions sur mesure dont la productivité finale n'honore pas le pays. Il n'est pas inutile de rappeler que la cause principale de l'échec de la fameuse « politique de la main tendue » provient du fait que les institutions notamment la Médiature de la République n'étaient en réalité que des coquilles vides dépouillées de tout pouvoir et moyen. Le seul maître à bord était le chef de l'Etat qui décidait même des plus petits détails.*

(...) nous estimons qu'il faut tout d'abord reconnaître l'existence des conflits endémiques plutôt chroniques, mal gérés par les six anciens présidents et qui risquent de se poursuivre sous les auspices du 7<sup>ème</sup> chef de l'état, le jeune général Mahamat Idriss Déby, et au-delà, si la volonté réelle de résoudre sérieusement les conflits ne se manifeste pas. (...) Aussi, il est important de mentionner que la logique veut qu'il vaille mieux ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Cela veut tout simplement qu'il faut, avant la tenue d'une conférence pour la paix, se livrer à des recherches méticuleuses sur les sources des conflits. Cela permettra de cerner les causes et les sources des conflits et d'envisager des solutions.

### **Dans votre analyse vous avez insisté sur les attentes réelles de la population ? pourriez-vous les énumérer ?**

Réponse : Cette dimension représente une équation de taille dans les relations du Conseil militaire de transition avec ses citoyens. Dans une enquête<sup>3</sup> effectuée par le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, CEDPE, sur les attentes de la population, les résultats<sup>4</sup> montrent que sur 1359 participants qui se sont prononcés, 20,22% pensent de prime abord que la Gestion des conflits intercommunautaires doit être la première activité du cahier de charge, ensuite, 16,4% pensent que la lutte contre la corruption est importante, 15,16 % évoquent les questions liées à la justice et Droit de l'homme, et 13,31 % abordent la question de la paix et Sécurité. Enfin, d'autres parmi les participants ont évoqué les aspects liés à l'économie et Social, à la santé, à la jeunesse et sport, à l'agro Pastorale entre autres.



Sources : Sondage CEDPE 2021

<sup>3</sup> Attentes d'un changement sur le quotidien des populations, Sources : Sondage CEDPE février 2021

<sup>4</sup> [Sondage au Tchad : Publication du rapport \(centrerecherche.com\)](http://centrerecherche.com)

En somme, il ressort de cette enquête<sup>5</sup> que le volet de **lutte contre la corruption** est un des principales préoccupations de la population, et le doute plane sur la volonté réelle de lutter contre ce phénomène. L'impunité est encouragée par l'absence d'une justice forte, capable d'agir en toute indépendance pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes impliquées dans la perception illégale d'argent. La paix dans ce pays doit passer par la lutte contre la corruption et le peuple attend un signal fort des autorités, non seulement pour mettre fin à ce phénomène destructif, mais obliger les corrompus à justifier leurs biens.

- *La justice et Droit de l'homme*

Tout tourne autour de la justice car au Tchad une grande partie de responsables censés défendre la loi, sont corrompus. Le renforcement des institutions judiciaires améliorera les droits de l'homme. Il a été malheureusement constaté que certaines structures associatives défenseurs des droits de l'homme travaillent dans un environnement politique hostile à leurs activités. Toutefois, parmi les décisions récemment prises par le Président du CMT, il y a celle qui concerne le renforcement de la justice : « *redonner à la justice ses lettres de noblesse en combattant la corruption et en assurant l'exécution de ses décisions* ». Nous estimons que cette décision est encourageante à condition qu'elle soit exécutée.

- Par ailleurs, le volet sécuritaire en rapport avec les services des renseignements n'a pas manqué d'attirer l'attention des experts sur la faille constatée lors des attaques du FACT. La capacité des différents services des renseignements à assumer leur mission, celle de renseigner au moins sur les activités des forces adverses est mise en doute ; Le Fact n'a pas constitué ses forces et ses matériels en quelques jours. Car selon les informations recueillies, les rebelles se sont préparés durant cinq années pour recruter, former et collecter un arsenal militaire impressionnant. Pire, le FACT aurait engagé environ 700 moyens roulant et plus de 2000 combattants parcourant jusqu'à 2500 km de Fezzan (Libye) à Kanem (Tchad), pour se retrouver à quelque trois cents kilomètres de la capitale tchadienne. Dans un pays normal, tous ces services des renseignements doivent subir une réforme en profondeur pour être à la hauteur de la mission.

(...)

- *La relance du développement*

Il a été constaté que depuis 2015 les activités de tous les chantiers sont interrompues, généralement pour des raisons liées à de mauvaise gestion, de détournement et de corruption. La relance du développement nécessite en premier lieu de purifier les finances publiques, tant en matière budgétaire que de trésorerie. A cet effet, il est aussi important de :

- Créer une commission composée de dix personnes avec des casiers judiciaires propres et un cursus intellectuel adéquat. Recrutées sur études de dossier par un Cabinet Expert de renommée régionale/internationale. Sa mission est de suivre de près le plan de développement et son évolution et de déjouer toute tentative de malversation financière ou de corruption.

---

<sup>5</sup> L'examen des résultats sur les attentes d'un changement qualitatif au sortir de cette élection présidentielle renseigne que plus de la moitié des participants soit 68,36% est optimiste.

- Rechercher les moyens techniques et technologiques pour rendre impossible la malversation et la corruption au niveau de la douane<sup>6</sup>,
  - Déjouer les fraudes et améliorer le recouvrement de la taxe et de l'impôt,
  - Procéder à l'assainissement de la douane et faire en sorte que le paiement des taxes ne doit se faire qu'à la banque,
  - Rechercher des ressources de financement auprès des organismes internationaux dans le cadre de la coopération multilatérale.
- **Des élections libres et transparentes** : Le Tchad, il faut le reconnaître, n'a jamais assisté à des élections libres et transparentes. Les élections avant et durant le règne du Mouvement patriotique du Salut (MPS) étaient souvent entachées d'irrégularités et de fraudes caractérisées. Or, une réelle démocratie « offre des opportunités constitutionnelles régulières pour la compétition pacifique en vue de la conquête du pouvoir politique » car les processus électoraux sont le canal privilégié d'expression de la démocratie dans un Etat de droit. Dans la même dynamique, l'élection demeure le pilier fondamental de la démocratie, elle est aussi l'aune avec laquelle on mesure la participation citoyenne et le renouvellement des élus au pouvoir.

(...)

### **Comment peut-on réussir le dialogue avec les mouvements politico-militaires**

Cet aspect demeure le dossier le plus sensible étant donné qu'il s'agit de la gestion des hommes armés responsables de la perte en vies humaines et surtout du chef de l'Etat. Si « la politique de la main tendue » tant *flagornée* n'a pas réussi à en finir avec ce phénomène, c'est parce qu'on n'a jamais laissé les mains libres aux institutions de le gérer à travers des mécanismes qu'il faut. Le défunt maréchal aimait gérer en personne et de bout en bout tout dossier en rapport avec l'opposition. Inutile de rentrer dans le détail de cet échec cuisant, mais le mieux est d'apporter une contribution au processus de réconciliation nationale. Que faut-il faire et par où faut-il commencer pour concrétiser la paix, cet espoir tant attendu par le peuple tchadien et sans laquelle la stabilité et le développement redeviennent impossibles. Ce qui est encourageant, la plus grande partie des conflits au Tchad sont des conflits relationnels, d'intérêts, d'informations et quelquefois structurels. Dès l'instant, où il n'existe pas un conflit de valeurs, la solution n'est pas si difficile à trouver. Avant tout dialogue, il faut chercher à répondre aux questions importantes :

- a. Quel est le nombre de mouvements politico-militaires et où se trouvent-ils ?
- b. Quel est le nombre total de combattants appartenant aux différents mouvements politico-militaires ?
- c. Quel est le nombre d'officiers, des sous-officiers et des hommes de rangs ?
- d. Sommes-nous préparés à assurer le transport, l'hébergement, la restauration et le perdiem des responsables des mouvements politico-militaires pendant la conférence ?
- e. Avons-nous étudié la facilitation de l'intégration, la réintégration ou la réhabilitation rapide de ceux qui le méritent ?
- f. Sommes-nous prêts à assurer l'intégration dans l'armée de ceux qui sont aptes ?
- g. Enfin, comment allons-nous assurer la réinsertion socioprofessionnelle de tous les revenants ? Cela veut dire qu'il faut un projet ambitieux de construction de logements et

---

<sup>6</sup> Le chef de douane blessé par balle par son adjoint non loin du palais de la justice à N'Djamena (17/05/2021) a révélé l'existence des réseaux organisés à plusieurs strates de la hiérarchie. La cause principale de cette tuerie est le partage non réussi de perdiem quotidien. Selon une source proche, le directeur de douane touche 2 millions de Fcfa/jour.

de la formation professionnelle de ceux qui reviennent qu'ils soient des combattants ou de la diaspora. Ce volet essentiel a toujours été minimisé par les autorités tchadiennes, or le devoir d'un état normal est d'assurer au citoyen quatre choses : la santé, l'emploi, la sécurité et le logement. Deux pays du G5 sahel, en l'occurrence le Mali et le Niger se sont lancés dans la construction des logements sociaux gratuits destinés à reloger les désengagés, les déplacés et les villageois. Le 9 septembre 2021, une cérémonie de réception d'un nouveau village nommé Doha, à fana, avec cents nouveaux logements sociaux. Le projet a été financé par la Fondation des services humains (RAF) du Cheikh Thani Bin Abdullah de l'État du Qatar. Chaque logement comprend deux chambres, un salon, une cuisine, un débarras et deux cours d'eau.

**Question: Votre centre estime à combien le nombre de mouvements politico-militaires et le nombre de combattants?**

Réponse: Nous avons travaillé fin décembre 2020 sur cette thématique et à notre avis, il y a 7000 hommes armés en Libye et les mouvements qui ont une présence militaire réelle sur le terrain et surtout en Libye sont au nombre de quatre.

**Question : Enfin, dites-nous, en tant qu'expert en matière de gestion des conflits, que proposez-vous ?**

Tout dépend des intentions réelles des tenants du pouvoir. Sont-ils convaincus de la nécessité d'instaurer un état de Droit ? Si la réponse est affirmative, *engageons une réconciliation sérieuse sans tapage ni tambour battant. Je vois la multiplication des instances comme comité de tel ou commission pour telle... et tout le monde se bat pour intégrer ces instances mises en place d'une manière irréfléchie or pour mener des dialogues, il faut compter sur des professionnels. Et puis il faut répertorier les différents conflits et leurs origines.*

Il faut saisir cette opportunité idoine pour en finir avec cette division longtemps entretenue à cause de notre mentalité exiguë. La future génération a droit d'hériter un pays stable, en plein essor socioéconomique, un pays où la tolérance, le dialogue prennent place, en bannissant à jamais la division, la haine et l'injustice. A mon avis, la réussite d'une réconciliation sérieuse au Tchad doit nécessairement passer par la mise en place d'une **Equipe chargée de la Paix**, composée du Ministère de la Justice, du Ministère de la Réconciliation, de la Médiature; appuyées par la société civile. Cette équipe doit avoir la marge de manœuvre d'entamer de démarches de dialogue et de réconciliation, bien sûr sous les auspices du Président du CMT. Et c'est pourquoi, il faut remettre le compteur à zéro en commençant par dissoudre toutes les structures existantes créées de gauche, à droite.

En ce qui concerne la démarche, nous la proposons en quatre étapes :

- a. Le dialogue interne. Cette phase doit impliquer les partis politiques, la société civile, les personnes ressources, les institutions indépendantes ...
- b. Le dialogue avec les politico-militaires. Pour débayer le terrain et rapprocher les points de vue des deux parties, une rencontre préliminaire doit se tenir en dehors du Tchad et ne doit concerner que les mouvements politico-militaires ayant de la présence militaire sur le terrain. Cette rencontre externe doit déboucher sur une feuille de route consensuelle. La rencontre doit se faire dans un pays comme Qatar ou la Turquie spécialistes dans la gestion des conflits.
- c. Le dialogue avec la diaspora et les mouvements en exil. C'est l'occasion de faire le point sur le rôle de la diaspora tchadienne dans le développement socioéconomique. Ailleurs, la diaspora joue un rôle productif dans la création des activités génératrices des revenus (AGR). Selon une étude onusienne, en 2015, les envois de fonds ont atteint *167 milliards*

*de dollars, une somme supérieure au montant de l'aide publique au développement (APD)*<sup>7</sup>. Cette étude a constaté que ces fonds ont surtout servi « à la consommation des familles et à des investissements individuels dans les pays d'origine »<sup>8</sup>. Le moment est venu de se demander quelle est la part opérée par la diaspora tchadienne ? Une conférence de la diaspora tchadienne permettra de faire le point sur le rôle qu'elle a joué dans l'économie du pays et sa participation dans l'avenir.

- d. La tenue d'une conférence de paix et de réconciliation (CPR). Enfin, après avoir réuni tous ces éléments, la conférence pourrait se tenir avec succès. Par ailleurs, le dialogue ne doit pas prendre fin avec la réconciliation, mais il doit être une culture en continue pour promouvoir la paix. C'est pourquoi, nous proposons la mise en place d'un Conseil Supérieur d'études et de Recherches sur la prévention et la gestion des conflits (CSERPGC), composé des chercheurs, dont l'objectif est de mener de réflexions sur la prévention et la gestion des conflits.

---

<sup>7</sup> [RÔLE DE LA DIASPORA DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE? NI VACHE À LAIT NI SOLUTION MIRACLE, RÉPONDENT DES DÉLÉGATIONS À LA DEUXIÈME COMMISSION | Couverture des réunions & communiqués de presse.](#)

<sup>8</sup> Idem